



Arrêté n° A_2023_0011 TECH

Romainville, le 20 décembre 2022,

**Portant réglementation de la circulation pour des travaux de raccordement sur le réseau électrique.
Boulevard Edouard Branly.**

Le Maire de Romainville,

Vu la demande présentée par **Enedis**, 12 rue du Centre 93160 Noisy-le-Grand, représentée par Monsieur El Helw, email : mohamed.el-helw@enedis.fr, pour des travaux au droit du n° 49,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code pénal,

Vu la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, complétée et modifiée par la Loi n° 82.623 du 22 juillet 1982,

Vu l'Arrêté interministériel du 6 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8ème partie approuvée par arrêté du 6 novembre 1992,

Vu le Règlement de voirie communal approuvé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 1999,

Vu l'avis du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, Direction de la Voirie et des Déplacements, Service Territorial Sud, 7-9 rue du 8 mai 1945 93190 Livry-Gargan,

Considérant qu'en application du décret n° 2009-991 du 20 août 2009 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, les pouvoirs de police concernant la RD 20A, RD 117, RD 40S, RD 36 Bis, RD 116, RD 41, sont de la compétence du Maire de Romainville,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des intervenants chargés de l'exécution des travaux et de réduire autant que possible les nuisances sonores provoquées par ces travaux réalisés de nuit,

Considérant que pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules,

Considérant que les travaux seront réalisés par l'entreprise **CRTPB**, 6 avenue des Verriers 02600 Villers Cotterets, représentée par Monsieur Dupont, email : dupontcrtpb@orange.fr,

Arrête

Article 1er : Délais d'utilisation du **09 janvier au 03 février 2023 de 8h00 à 17h00.**

Article 2 : Restrictions ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement.

Les restrictions ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement imposées pour cette intervention seront les suivantes :

Le stationnement et l'arrêt seront interdits et considérés comme gênants au sens de l'article R 417-10 du Code de la route sur chaussée et trottoirs :

du côté des numéros impairs, au droit du n° 49 jusqu'au n° 53, neutralisation de la demi-chaussée et du trottoir,

au droit des travaux, pendant la durée des interventions, sauf aux véhicules de l'entreprise effectuant les travaux.

Mise en place d'une signalisation temporaire conforme au Code de la route, comprenant l'installation de panneaux de types AK et K.

Mise en place de séparateurs modulaires de voies K16, de GBA et barrières BVP2 de type A, pour délimiter l'emprise du chantier et sécuriser l'intervention.

La circulation des piétons sera déviée par la création d'un cheminement PMR protégé et continu d'1.40m de largeur, avec la mise en place d'une signalisation.

Toute entrave aux dispositions du présent arrêté sera punie conformément aux lois et règlements en vigueur et l'enlèvement des véhicules contrevenants sera demandé.

Article 3 : Signalisation du chantier.

L'affichage, la mise en place 7 jours avant l'intervention et l'entretien de la signalisation routière du chantier, seront à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.

L'entreprise doit respecter les dispositions et modalités techniques d'implantation, de pose et de dépose de la signalisation temporaire et les conformités aux règles définies par la huitième partie du livre I de l'Instruction ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'Arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et par le manuel du chef de chantier - Signalisation temporaire - Édition du SETRA.

L'affichage des arrêtés et la pose de la signalisation sur les émergences d'équipements publics (mobilier urbain, panneaux et feux de signalisation, armoires électriques, candélabres d'éclairage public, équipements postaux, murs) sont interdits.

Article 4 : Recours.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig 93558 Montreuil cedex ou par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Article 5 : Ampliation.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Commissaire principal de Police, Chef de la circonscription des Lilas.

Monsieur le Commandant de Gendarmerie.

Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers.

Monsieur le Chef du service de la Police Municipale.

Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, service DVD.

Dépôts bus RATP Les Lilas et Les Pavillons-sous-Bois.

Les pétitionnaires.

Chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.